

Les fédérations d'Ehpad veulent rencontrer Edouard Philippe

Vingt-six organisations du secteur médico-social dont l'AD-PA, la FHF, la Fehap, la Fnadepa, la Fnaqpa et le Synerpa, ont sollicité une audition avec le premier ministre, Edouard Philippe, pour que le gouvernement prenne mieux en compte les conséquences du vieillissement de la population dans son action politique.

"La nécessaire prise en compte de l'avancée en âge dans notre société, les enjeux d'une réponse aux besoins d'accompagnement à l'autonomie mais aussi de la garantie des droits des personnes concernées par les politiques sociales et médico-sociales, à chaque moment de la vie, doivent s'inscrire au sein d'une action politique coordonnée au service des besoins des personnes", soulignent les 26 organisations (*voir encadré*), dans un courrier daté du 8 juin dont Gerontonews a eu copie.

Elles souhaitent attirer l'attention d'Edouard Philippe sur "l'importance de développer une vision transversale des politiques publiques sociales et médico-sociales".

Elles déplorent le "premier bilan fort décevant de la mise en oeuvre de réformes structurelles des politiques de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap", plus d'un an après la publication de la loi d'adaptation de la société au vieillissement.

Les signataires du courrier reconnaissent que cette loi, ainsi que la loi de modernisation de notre système de santé, comportent "d'importantes avancées pour le secteur". Mais ils regrettent que la mise en oeuvre de celles-ci ait "souvent été en butte à une segmentation des politiques au niveau national".

Cette segmentation a été "très préjudiciable au secteur tant dans le cadre des concertations sur les textes d'application que dans le cadre de la construction de politiques communes au niveau des départements".

"Cette mise en cohérence est pourtant nécessaire à la construction d'une politique nationale équitable à partir d'échanges de bonnes pratiques, des expériences des territoires et des besoins, encore non satisfaits, des personnes, soutenue par le président de la République dans le cadre de sa campagne", signalent les organisations.

Elles demandent ainsi au premier ministre une audition pour lui faire part de "leurs propositions, concernant notamment la mise en cohérence de la gouvernance des politiques sociales et médico-sociales avec leur pilotage territorial, comprenant un nécessaire renforcement de l'interministérialité des politiques nationales".

Après la nomination de l'équipe gouvernementale, plusieurs personnalités et organisations du secteur du grand âge [s'étaient émues de l'absence de portefeuille spécifique aux personnes âgées](#).

La plupart de ces associations, fédérations et syndicats du GR31, membres du conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), sont représentés parmi ces 26 organismes.

Soit Adessadomicile, AD-PA, ADMR, Apajh, APF, CFPSAA, Fagerh, Fehap, Fenara, FHF, Fnadepa, Fnapaef, Fnaqpa, Fnath, Fnar, France Alzheimer, Générations Mouvement, Synerpa, SNGC, Trisomie 21 France, UCR-FO, UNA, Unafam, Unccas, Unisda et Uniopss.